

**Assemblée générale**

Cinquante-cinquième session

Documents officiels

Distr. générale

7 juin 2001

Français

Original: anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 67^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 25 mai 2001, à 10 heures

Président : M. Rosenthal (Guatemala)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M. Mselle

Sommaire

Point 115 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes (*suite*)

Point 116 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

Rapport du Bureau des services de contrôle interne (suite)

Point 116 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

Point 123 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (*suite*)

Délégation de pouvoirs pour la gestion des ressources humaines et financières au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (suite)

Projet de règlement régissant le statut et les droits et obligations élémentaires des personnalités au service de l'Organisation des Nations Unies non fonctionnaires du Secrétariat et des experts en mission et textes réglementaires régissant le statut et les droits et devoirs élémentaires du Secrétaire général (suite)

Point 117 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 (*suite*)

Esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2002-2003 (Centre CNUCED/OMC du commerce international (suite))

Point 117 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Point 116 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

Examen de la gestion et de l'administration au Greffe de la Cour internationale de Justice (suite)

Point 122 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

Point 126 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (*suite*)

Point 153 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (*suite*)

a) Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (*suite*)

Rapports du Bureau des services de contrôle interne (suite)

Point 129 de l'ordre du jour : Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (*suite*)

Point 130 de l'ordre du jour : Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité (*suite*)

a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (*suite*)

Point 132 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (*suite*)

Point 133 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (*suite*)

Point 134 de l'ordre du jour : Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (*suite*)

Point 135 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (*suite*)

Point 136 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (*suite*)

Point 137 de l'ordre du jour : Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (*suite*)

Point 138 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (*suite*)

b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban (*suite*)

La séance est ouverte à 17 h 10.

Point 115 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes (suite) (A/C.5/55/L.63)

Projet de résolution A/C.5/55/L.63

1. **M. Elgammal** (Égypte) présente le projet de résolution A/C.5/55/L.63.

2. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.63 est adopté.*

Point 116 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (suite)

Rapport du Bureau des services de contrôle interne (suite) (A/C.5/55/L.61)

Projet de résolution A/C.5/55/L.61

3. **M. Kelapile** (Botswana), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.5/55/L.61.

4. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.61 est adopté.*

Point 116 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (suite)

Point 123 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (suite)

Délégation de pouvoirs pour la gestion des ressources humaines et financières au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (suite) (A/C.5/55/L.62)

Projet de décision A/C.5/55/L.62

5. **M. Chaudhry** (Pakistan) présente le projet de décision A/C.5/55/L.62.

6. *Le projet de décision A/C.5/55/L.62 est adopté.*

Projet de règlement régissant le statut et les droits et obligations élémentaires des personnalités au service de l'Organisation des Nations Unies non fonctionnaires du Secrétariat et des experts en mission et textes réglementaires régissant le statut et les droits et devoirs élémentaires du Secrétaire général (suite) (A/C.5/55/L.88)

Projet de décision A/C.5/55/L.88.

7. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) dit que sa délégation est satisfaite de l'optique adoptée dans le

rapport du Secrétaire général, contenu dans le document A/55/928. Toutefois, il note que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) n'a pas fait d'observations concernant le règlement régissant les personnalités mentionnées dans le rapport et se demande si cela revient à une acceptation. Les éléments concernant la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) ont été abordés dans le passé et pourront être examinés ultérieurement. S'agissant de la Commission du droit international (CDI), il conviendrait de modifier l'article 2 du projet de règlement pour permettre un examen des activités réalisées à l'occasion de missions officielles, car la plupart des membres de la Commission sont également membres d'organismes publics de leur pays d'origine.

8. La délégation syrienne est d'avis que le statut ne devrait pas s'appliquer au Corps commun d'inspection qui en sa qualité d'organe externe doit préserver son indépendance. Elle s'associe donc aux réserves exprimées par le CCI à propos du rapport et est d'accord avec la position prise par le Secrétaire général.

9. S'agissant du Bureau des services de contrôle interne, la délégation syrienne n'approuve pas la disposition contenue au paragraphe 20 du rapport, tendant à exempter des experts en mission de l'application du projet de règlement. Elle estime toutefois, à l'instar du Secrétaire général, qu'il appartient à l'Assemblée générale de décider si le projet de règlement doit s'appliquer aux inspecteurs du CCI ainsi qu'au Président, au Vice-Président et membres de la CFPI.

10. *Le projet de décision A/C.5/55/L.88 est adopté.*

Point 117 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 (suite)

Esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2002-2003 – Centre CNUCED/OMC du commerce international (suite) (A/55/L.78)

Projet de décision A/C.5/55/L.78

11. *Le projet de décision A/C.5/55/L.78 est adopté.*

12. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation s'est associée au consensus concernant le projet de décision étant entendu que cette décision est sans préjudice de la décision à adopter ultérieurement sur l'ensemble du budget de l'Organisation des Nations Unies.

Point 117 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 (suite)

Point 116 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (suite)

Examen de la gestion et de l'administration au Greffe de la Cour internationale de Justice (suite)
(A/C.5/55/L.82)

Projet de résolution A/C.5/55/L.82

13. **M. Kelapile** (Botswana), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.5/55/L.82.

14. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.82 est adopté.*

Point 122 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (suite)
(A/C.5/55/L.79)

Projet de décision A/C.5/55/L.79

15. *Le projet de décision A/C.5/55/L.79 est adopté.*

Point 126 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (suite) (A/C.5/55/L.86)

Projet de résolution A/C.5/55/L.86

16. **M. Kelapile** (Botswana) Vice-Président, présentant le projet de résolution A/C.5/55/L.86 dit de remplacer dans le texte anglais du projet de résolution le mot « are » à la deuxième ligne du paragraphe 1 par les mots « would be ». À l'issue de longues consultations, on s'est accordé sur le texte du projet de résolution. M. Kelapile remercie les délégations de la souplesse dont elles ont fait part et espère qu'on évitera à l'avenir une telle accumulation de rapports en retard.

17. Le projet de résolution A/C.5/55/L.86, tel que modifié oralement est adopté.

18. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique) dit que l'adoption du projet de résolution sur le Bureau des services de contrôle interne constitue un important pas en avant. Toutefois, la délégation des États-Unis est déçue que le rapport annuel le plus récent du Bureau n'ait pas été inclus. Elle attend avec intérêt un débat sur les mécanismes de contrôle interne des fonds et programmes opérationnels.

19. **M. Gruzdev** (Fédération de Russie) salue le consensus atteint sur un problème dont l'historique est long et difficile.

20. **M. Lenefors** (Suède) parlant au nom de l'Union européenne dit que nombre des préoccupations évoquées lors de l'examen du projet de résolution ont été réglées dans la résolution 54/244 de l'Assemblée générale. Il croit comprendre que les futurs rapports du Bureau des services de contrôle interne seront conformes à cette résolution.

21. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) remercie toutes les délégations de la souplesse dont elles ont fait preuve pour parvenir à un consensus. Il espère qu'il sera possible de progresser et d'éviter de répéter les erreurs du passé.

22. **Mme Silot Bravo** (Cuba) regrette qu'il ait fallu cinq années pour résoudre la question des rapports annuels du Bureau des services de contrôle interne, question qui aurait pu être réglée après l'adoption de la résolution 54/244 de l'Assemblée générale. Il est important de faire en sorte que l'Assemblée joue le rôle qui lui incombe pour ce qui est d'examiner les rapports du Bureau des services de contrôle interne et d'adopter des mesures à cet égard, de telle sorte de tirer le meilleur parti possible des conclusions du Bureau.

23. **M. Chaudhry** (Pakistan) est satisfait que la Commission se soit finalement penchée sur la question de l'ensemble des rapports annuels qui était en suspens depuis la création du Bureau des services de contrôle interne. Il est évident que cet important bureau devrait fonctionner conformément aux directives énoncées par l'Assemblée générale. L'intervenant espère que tous les rapports futurs du Bureau des services de contrôle interne seront conformes aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

24. **M. Bouheddou** (Algérie) espère que l'adoption du projet de résolution permettra d'éviter de répéter les erreurs qui ont causé des retards dans l'examen des rapports du Bureau des services de contrôle interne.

25. **M. Ahmed** (Iraq) apprécie les efforts déployés par le Coordonnateur pour que sa délégation et le Bureau des services de contrôle interne parviennent à un consensus.

Point 153 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (suite)

a) Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (suite)

Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (suite) (A/C.5/55/L.81)

Projet de résolution A/C.5/55/L.81

26. **M. Crom** (Pays-Bas) présente le projet de résolution A/C.5/55/L.81.

27. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.81 est adopté.*

28. **M. Nesser** (Suède), parlant au nom de l'Union européenne dit que, pendant la session en cours, en l'absence de projets de budget spécifiques pour quatre des plus importantes opérations de maintien de la paix, il est difficile aux autorités financières nationales de planifier comme il convient l'augmentation des dépenses de maintien de la paix et de suivre les justifications des dépenses passées. Il espère que le cycle budgétaire pour les opérations de maintien de la paix sera rétabli et respecté.

29. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) dit que sa délégation s'est associée au consensus sur le projet de résolution A/C.5/55/L.81 étant entendu que le paragraphe 10 ne remettra pas en cause le fond ou la présentation du budget et qu'il ne préjugera pas des futurs rapports à l'Assemblée générale sur la mise en oeuvre des recommandations du Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies.

30. **M. Orr** (Canada), parlant également au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande dit que, s'agissant du paragraphe 10 du projet de résolution, le Règlement et règles régissant la planification du programme, les aspects du budget qui ont trait au programme, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation s'appliquent à tous les budgets. Il es-compte que les budgets relatifs à des opérations données de maintien de la paix seront établies compte tenu du système de budgétisation axée sur les résultats, à partir du prochain cycle budgétaire. Il attend avec intérêt la présentation des prévisions de dépenses révisées pour le compte d'appui avant la cinquante-sixième session. L'expansion des opérations de maintien de la paix, en particulier en Afrique exige un appui adéquat au Siège. Lors de la 59^e séance de la Commission, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont évoqué les difficultés de planification inhérentes au fait que le mandat des diverses missions de maintien de la paix porte sur des périodes différentes. M. Orr renouvelle leur demande tendant à ce que le Service des

contributions, en consultation avec la Division du financement des opérations de maintien de la paix aide les États Membres à régler leurs cotisations afférentes aux opérations de maintien de la paix intégralement et en temps voulu en leur fournissant un calendrier indiquant la date prévue pour la demande de cotisation pendant le prochain exercice financier.

31. **M. Chandra** dit que le Secrétariat devait prendre des mesures immédiates pour mettre en oeuvre le paragraphe 12 du projet de résolution qui demande le renforcement de la capacité de traitement des demandes de remboursement du Service de gestion financière et d'appui. Il constate avec préoccupation que les postes dont l'Assemblée générale a approuvé la création à la Section des demandes de remboursement et de la gestion de l'information ont été créés non pas dans cette section mais ailleurs. Ceci a entraîné des retards inacceptables dans le traitement des demandes de remboursement, au grand regret des pays fournisseurs de contingents. L'intervenant espère que des propositions visant à remédier à cet état de choses seront soumises à l'Assemblée générale, à sa cinquante-sixième session.

Financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) (suite) (A/C.5/55/L.90)

Projet de résolution A/C.5/55/L.90

32. **Mme Merchant** (Norvège) présente le projet de résolution A/C.5/55/L.90.

33. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.90 est adopté.*

Rapports du Bureau des services de contrôle interne (suite) (A/C.5/55/L.85)

Projet de décision A/C.5/55/L.85.

34. **M. Kelapile** (Botswana), Vice-Président, présentant le projet de décision A/C.5/55/L.85 relatif aux rapports du Bureau des services de contrôle interne concernant un certain nombre de missions de maintien de la paix dit qu'en adoptant le projet de décision, la Commission recommandera à l'Assemblée générale qu'elle réaffirme sa décision antérieure tendant à ce que les rapports du Bureau de services de contrôle interne soient examinés au titre des points pertinents de l'ordre du jour de l'Assemblée.

35. *Le projet de décision A/C.5/55/L.85 est adopté.*

36. **Mme Silot Bravo** (Cuba) rappelle que l'Assemblée générale a décidé que les rapports thématiques du Bureau des services de contrôle interne qui

concernent les travaux des autres grandes commissions doivent être examinés par ces dernières au titre des points pertinents de l'ordre du jour. Elle espère que le Secrétariat appliquera cette décision et que la Cinquième Commission sera informée des résultats des délibérations des autres organes intergouvernementaux et des grandes commissions s'agissant des questions abordées dans les rapports du Bureau des services de contrôle interne.

Enseignements tirés de l'emploi de vérificateurs des comptes résidant dans les missions de maintien de la paix (A/C.5/55/L.92)

Projet de résolution A/C.5/55/L.92

37. **M. Orr** (Canada) présente le projet de résolution A/C.5/55/L.92.

38. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.92 est adopté.*

39. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) dit que sa délégation s'est associée au consensus au sujet du projet de résolution compte tenu de l'indication du Secrétariat selon laquelle le projet de résolution n'aurait pas d'incidences financières sur les ressources du Bureau des services de contrôle interne et du paragraphe 6 du rapport du Comité consultatif (A/55/828). Il faudrait mettre en place un mécanisme en vertu duquel les vérificateurs résidents resteraient dans une mission de maintien de la paix pendant plus de deux ans.

Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (suite) (A/C.5/55/L.91)

Projet de décision A/C.5/55/L.91

40. **M. Ramos** (Portugal) Rapporteur, présente le projet de décision A/C.5/55/L.91.

41. *Le projet de décision A/C.5/55/L.91 est adopté.*

Part calculée au prorata au titre du compte d'appui et de la Base logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) devant être répartie à chacune des missions de maintien de la paix (A/C.5/55/43).

42. **M. Yeo** (Directeur de la Division du financement des opérations de maintien de la paix) présente la note du Secrétaire général relative à la répartition de la part calculée au prorata au titre du compte d'appui et de la Base logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) à chacune des missions de maintien de la paix (A/C.5/55/43). Les renseignements sur la répartition de ces montants sont toujours soumis tardivement au cours de la session, parce que l'Assemblée générale a

décidé que les ressources approuvées pour la base de soutien logistique et le compte d'appui ne devraient pas être affectées séparément mais être reflétées dans les résolutions individuelles relatives au financement de chacune des missions de maintien de la paix.

43. Le tableau A de l'annexe à la note indique la répartition au prorata des coûts d'appui pour les missions dont le budget a déjà été soumis. Pour éviter une distorsion des taux de contribution pour des opérations de maintien de la paix en cours, comme l'a recommandé le Comité consultatif (A/55/682, par. 27), le tableau indique également la base de calcul de la répartition au prorata pour cinq missions en transition dont le budget n'a pas encore été soumis. Pour ces cinq missions, les niveaux budgétaires actuels (2000-2001) ont été utilisés aux fins de la détermination de leur part des comptes d'appui aux opérations de maintien de la paix et de la Base logistique. Le tableau B indique les crédits ouverts et les engagements de dépenses autorisés initiaux, avec mise en recouvrement des montants correspondants indiqués au tableau A. Certains chiffres ayant été arrondis, l'addition des montants inclus au tableau 2 ne correspond pas exactement aux totaux indiqués dans le tableau. Un rectificatif sera publié ultérieurement pour corriger ces divergences minimes.

44. **Le Président** dit qu'il considérera que la Commission souhaite prendre acte des renseignements contenus dans la note du Secrétaire général (A/C.5/55/43).

45. *Il en est ainsi décidé.*

Point 129 de l'ordre du jour : Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (suite) (A/C.5/55/L.64)

Projet de résolution A/C.5/55/L.64

46. **Le Président** appelle l'attention de la Commission sur le projet de résolution A/C.5/55/L.64, soumis par le représentant de la Croatie et le Vice-Président de la Commission.

47. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.64 est adopté.*

Point 130 de l'ordre du jour : Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité (suite)

a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (suite) (A/C.5/55/L.69)

Projet de résolution A/C.5/55/L.69

48. **M. Christian** (Ghana) présente le projet de résolution A/C.5/55/L.69.

49. **M. Chandra** (Inde) dit que le projet de résolution à l'examen et plusieurs autres que la Commission doit aborder lors de la séance en cours ont été publiés avec des blancs à la place des chiffres, en attendant que soit calculée la part au prorata de chacune des missions de maintien de la paix au titre du compte d'appui et de la Base logistique des Nations Unies à Brindisi. Pour gagner du temps, la Commission devrait abandonner sa pratique actuelle, selon laquelle le Secrétariat donne lecture de ces montants et des crédits ouverts pour chaque mission, avant qu'elle statue sur les projets de résolution, étant donné que ces renseignements figurent déjà dans la note du Secrétaire général sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) (A/C.5/55/43).

50. *Il en est ainsi décidé.*

51. *le projet de résolution A/C.5/55/L.69 est adopté*

Point 132 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (suite) (A/C.5/55/L.65)

Projet de résolution A/C.5/55/L.65

52. **Le Président** appelle l'attention de la Commission sur le projet de résolution A/C.5/55/L.65, présenté par le représentant de la Croatie et Vice-Président de la Commission.

53. **M. Yeo** (Directeur de la Division du financement des opérations de maintien de la paix) dit que le quatrième alinéa du préambule devrait être libellé comme suit :

« Réaffirmant les principes généraux sur lesquels repose le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qu'elle a énoncé dans ses résolutions 1874 (S/4) du 27 juin 1963, 3101 (XXVIII) du 11 décembre 1973 et 55/235 du 23 décembre 2000. »

54. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.65, tel que modifié oralement est adopté.*

Point 133 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (suite) (A/C.5/55/L.68)

Projet de résolution A/C.5/55/L.68

55. **Mme Merchant** (Norvège) présente le projet de résolution A/C.5/55/L.68.

56. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.68 est adopté.*

Point 134 de l'ordre du jour : Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (suite) (A/C.5/55/L.89)

Projet de résolution A/C.5/55/L.89

57. **M. Chandra** (Inde), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.5/55/L.89.

58. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.89 est adopté.*

Point 135 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (suite) (A/C.5/55/L.66)

Projet de résolution A/C.5/55/L.66

59. **Le Président** appelle l'attention de la Commission sur le projet de résolution A/C.5/55/L.66, soumis par le représentant de la Croatie et Vice-Président de la Commission.

60. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.66 est adopté.*

Point 136 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (suite) (A/C.5/55/L.70)

Projet de résolution A/C.5/55/L.70

61. **M. Yamanaka** (Japon) présente le projet de résolution A/C.5/55/L.70.

62. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.70 est adopté.*

Point 137 de l'ordre du jour : Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (suite) (A/C.5/55/L.73)

Projet de décision A/C.5/55/L. 73

63. **M. Chandra** (Inde) Vice-Président, présente le projet de décision A/C.5/55/L.73.

64. *Le projet de décision A/C.5/55/L.73 est adopté.*

Point 138 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (suite)

b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban (suite) (A/C.5/55/L.77)

Projet de résolution A/C.5/55/L.77

65. **Le Président** rappelle que le représentant de la République islamique d'Iran, lorsqu'il a présenté le projet de résolution à la 65^e séance de la Commission, au nom du Groupe des 77 et de la Chine a révisé oralement les paragraphes 22 et 24 en remplaçant les mots « les modalités indiquées dans » par les mots « le paragraphe 20 de ».

66. **M. Wittmann** (États-Unis d'Amérique) se demande si la révision proposée oralement par le représentant de la République islamique d'Iran concerne uniquement les paragraphes 22 et 24 du projet de résolution.

67. **Le Président** confirme que tel est le cas.

68. **Mme Barghouti** (Observatrice de la Palestine, parlant au nom du Groupe des États arabes rappelle qu'au paragraphe 14 de sa résolution 55/180, l'Assemblée générale a souligné qu'Israël devait verser un montant donné correspondant aux dépenses occasionnées par l'incident survenu à Qana le 18 avril 1996 et a prié le Secrétaire général de lui faire rapport sur la question à la reprise de sa cinquante-cinquième session. Toutefois, Israël n'a pas tenu compte des diverses résolutions de l'Assemblée à ce propos et le Groupe des États arabes a donc demandé que les paragraphes relatifs à l'incident survenu à Qana soient introduits à nouveau dans le projet de résolution sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). La communauté internationale, représentée par la Cinquième Commission doit maintenant adopter le projet de résolution avec tous ses amendements et réaffirmer qu'il incombe à Israël de verser un dédommagement correspondant aux dépenses occasionnées par l'incident survenu à Qana.

69. Le Groupe des États arabes souhaite exprimer sa gratitude à la FINUL pour les rôles positifs qu'elle joue et pour les sacrifices immenses que sa mission entraîne.

70. *Sur la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé à un vote enregistré en bloc sur le quatrième alinéa du préambule et les para-*

graphes 2, 3 et 15 du Dispositif du projet de résolution, tel que modifié oralement.

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belize, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Liban, Malaisie, Maldives, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Namibie, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie, Ukraine, Venezuela, Viet Nam, Yémen.

Votent contre :

Israël, États-Unis d'Amérique.

S'abstiennent :

Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malte, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Turquie, Uruguay.

71. *Le quatrième alinéa du Préambule et les paragraphes 2, 3 et 15 du Dispositif du projet de résolution A/C.5/55/L.77, tel que modifiés oralement sont adoptés par 69 voix contre 2, avec 40 abstentions.*

72. **M. Wittmann** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis appuient vigoureusement la FINUL et sa mission au Liban. Il est toutefois regrettable que le projet de résolution, qui n'aurait dû concerner que les accords en matière de financement ait vu son essence modifier par l'insertion d'un texte de caractère politi-

que. C'est pour cette raison que la délégation des États-Unis a demandé qu'il soit procédé à un vote en bloc au sujet du quatrième alinéa du Préambule et des paragraphes 2, 3 et 15 du Dispositif du projet de résolution.

73. *Sur la demande du représentant des États-Unis, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution dans son ensemble, tel que modifié oralement.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Slovaquie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie.

Votent contre :

Israël, États-Unis d'Amérique.

74. *Le projet de résolution A/C.5/55/L.77 dans son ensemble, tel que modifié oralement est adopté par 113 voix contre 2.*

75. **M. Nesser** (Suède) parlant au nom de l'Union européenne et des pays associés, Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Turquie dit que la position de l'Union européenne sur

les aspects financiers de l'incident survenu à Qana est fondée sur un certain nombre d'éléments : les dépenses afférentes à l'incident sont spécifiques; il serait bienvenu de demander que ces dépenses soient financées au moyen de contributions volontaires; les dépenses devraient être inscrites au budget et le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies devrait rester une responsabilité collective.

76. Les délégations au nom desquelles il prend la parole se sont abstenues lors du vote sur le quatrième alinéa du Préambule et les paragraphes 2, 3 et 15 du projet de résolution parce qu'elles considèrent que le texte, tel que rédigé, était inapproprié dans le cadre d'une résolution traitant du financement de la FINUL. Les aspects politiques plus généraux des événements, y compris l'incident survenu à Qana, ont fait l'objet d'un débat à l'Assemblée générale en avril 1996, à l'issue duquel l'Assemblée a adopté sa résolution 50/22 C. L'Union européenne a exposé clairement sa position à ce propos à l'époque et souhaite souligner que les consultations à la Cinquième Commission auraient dû se limiter aux aspects budgétaires de la question.

77. **M. Yamanaka** (Japon) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution dans son ensemble pour s'acquitter de sa responsabilité en matière de financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, en tant que Membre de l'Organisation. Il regrette que la Commission n'ait pas pu parvenir à un consensus sur le projet de texte, ce qui a nécessité de le mettre aux voix.

78. **M. Fox** (Australie), parlant également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande dit que les délégations au nom desquelles il prend la parole se sont prononcées pour le projet de résolution pour que des dispositions en matière de financement de la FINUL soient en place. Il regrette que la Commission n'ait pas pu parvenir à un consensus. Les projets de paragraphes sur lesquels il a fallu procéder à un vote séparé sapent les principes budgétaires appliqués depuis longtemps par l'Organisation, qui sont fondés sur la responsabilité collective. À cet égard, l'intervenant prie instamment tous les États Membres qui ne l'auraient pas encore fait de s'acquitter de leurs contributions mises en recouvrement intégralement et sans retard.

79. **M. Assaf** (Liban) dit que, loin de politiser le problème, le projet de résolution et ses amendements traitent uniquement des questions financières et du montant indiqué par le Secrétaire général pour dédommager

l'Organisation des dégâts causés par Israël à son Siège. Il ne s'agit pas de dédommager le Liban et les civils libanais qui ont été tués.

80. La délégation libanaise convient que le coût des opérations de maintien de la paix des Nations Unies doit être la responsabilité collective des Membres de l'Organisation. Cela ne signifie pas pour autant qu'un membre quelconque puisse bombarder délibérément un quartier général des Nations Unies et escompter ensuite que les autres États Membres paient pour réparer les dommages ainsi occasionnés. Cette conduite constitue une violation des principes fondamentaux de la responsabilité collective et du droit international. L'histoire fourmille d'exemples d'États qui ont dû verser des dédommagements au titre d'agressions commises contre d'autres États. À la suite du bombardement par un État de l'ambassade d'un autre pendant la guerre menée par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) contre la Yougoslavie, l'État agresseur a accepté sa responsabilité et versé un dédommagement de 28 millions de dollars à l'État victime.

81. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) dit que sa délégation appuie pleinement les déclarations faites par les représentants de la République islamique d'Iran, du Liban et par l'Observatrice de la Palestine. Il a fallu mettre le projet de résolution aux voix parce que l'État agresseur n'a pas accepté sa responsabilité. Si d'aucuns considèrent que le projet de résolution constitue une politisation des travaux de la Commission, l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale rendra tout vote inutile à l'avenir.

82. **M. Adam** (Israël) dit que sa délégation souscrit pleinement aux déclarations faites par les représentants de l'Australie, également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande, du Japon, des États-Unis d'Amérique et de la Suède au nom de l'Union européenne et des États associés. Elle fera une déclaration à ce propos à l'Assemblée générale.

La séance est levée à 13 h 5.